

M. E. Nasserden (Rosthern): Monsieur l'Orateur, après certaines vagues déclarations qu'on a faites en face, tout député peut penser avoir quelque chose d'utile à dire.

Je serai très bref, J'aimerais citer le commentaire 106 de Beauchesne, qu'on trouve à la page 100. Je voudrais que Votre Honneur en tienne compte en décidant si nous avons lieu de considérer comme valable la question de privilège. Le paragraphe 1 dit ceci:

Si l'une ou l'autre des Chambres peut interpréter le droit parlementaire et faire valoir ses propres privilèges, il est convenu qu'elle ne peut créer d'autres privilèges. En 1704, lors d'une conférence, la Chambre des Lords communiquait aux Communes la résolution suivante que les Communes ont approuvée: «Ni l'une ni l'autre des Chambres du Parlement n'a l'autorité, par vote ou par déclaration, de se créer de nouveaux privilèges que ne justifient pas déjà les lois et les coutumes du Parlement».

La façon dont on a rédigé, cette année, le budget des dépenses s'écarte de l'usage parlementaire.

Le paragraphe 2 dit ceci:

Les deux Chambres préservent dans une large mesure leur dignité et leur indépendance en gardant à leurs privilèges leur caractère indéfini. Si tous les privilèges du Parlement étaient consignés par écrit et établis, et que les Chambres ne pouvaient jouir d'aucun privilège qui ne serait pas ainsi défini et déterminé, le pouvoir exécutif pourrait facilement imaginer quelque cas nouveau qui ne tomberait pas sous la portée des privilèges et en profitera pour vexer tout député réfractaire et violer la liberté du Parlement.

C'est exactement ce que le ministre essaie de faire. Il tente d'enfreindre l'une des libertés du Parlement.

M. l'Orateur: Je devrais peut-être rappeler au député que je voulais dire «un apport supplémentaire», et non pas «un apport valable». C'était un *lapsus linguae*, si le député de Macleod veut bien me permettre cette expression latine.

LA PROPAGANDE HAINEUSE

COMPOSITION DE LA REPRÉSENTATION DE LA CHAMBRE AU COMITÉ MIXTE

M. Bernard Pilon (Chambly-Rouville) propose:

Que les députés suivants soient nommés pour représenter la Chambre au comité mixte spécial chargé d'étudier la question soulevée par la résolution concernant la propagande haineuse: MM. Baldwin, Forest, Gauthier, Klein, Leboe, Lewis, Mandziuk, Mongrain, Nasserden, Reid, Tolmie et Walker.

Qu'un message soit transmis au Sénat pour en informer Leurs Honneurs.

(La motion est adoptée.)

[M. l'Orateur.]

LES FINANCES

DÉPÔT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DU TARIF SUR LA MACHINERIE ET L'OUTIL-LAGE POUR FRUITS ET LÉGUMES FRAIS

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je voudrais informer la Chambre que j'ai déposé aujourd'hui des exemplaires français et anglais d'un rapport par la Commission du tarif sur le renvoi n° 137 qui vise la machinerie et l'outillage nécessaires aux fruits frais ou aux légumes frais. J'ai aussi déposé un compte rendu des témoignages présentés aux audiences publiques tenues par la Commission.

Je puis assurer aux honorables députés que les recommandations de la Commission feront l'objet d'un examen attentif du gouvernement. Les intéressés désireux de formuler des observations sur ce rapport devraient le faire rapidement.

LA FONCTION PUBLIQUE

L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION GLASSCO

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre suppléant. Vu que le gouverneur de la Banque du Canada a déclaré qu'on était en train de surcharger l'économie canadienne et eu égard aux dépenses astronomiques et à fonds perdus que laissent entrevoir les prévisions budgétaires de 1967-1968, le premier ministre aurait-il l'obligance de mettre le Parlement au courant, aussitôt que possible, des mesures que prend actuellement le gouvernement pour appliquer les recommandations de la Commission Glassco en vue d'éliminer le gaspillage des deniers de l'État, car les Canadiens se demandent s'il sera jamais mis fin à ce gaspillage effréné?

L'hon. Paul Martin (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, un grand nombre des recommandations de la Commission Glassco ont été appliquées, certaines par le très honorable représentant lui-même, mais un plus grand nombre par le gouvernement actuel. Nous étudions la possibilité d'appliquer ces recommandations par d'autres méthodes. Je dois cependant souligner, en ce qui concerne les observations de l'honorable représentant, que les dépenses figurant dans les prévisions budgétaires dont la Chambre est saisie sont établies suivant des décisions prises librement par le Parlement. (*Applaudissements*)

Le très hon. M. Diefenbaker: Un gaspillage effréné.